



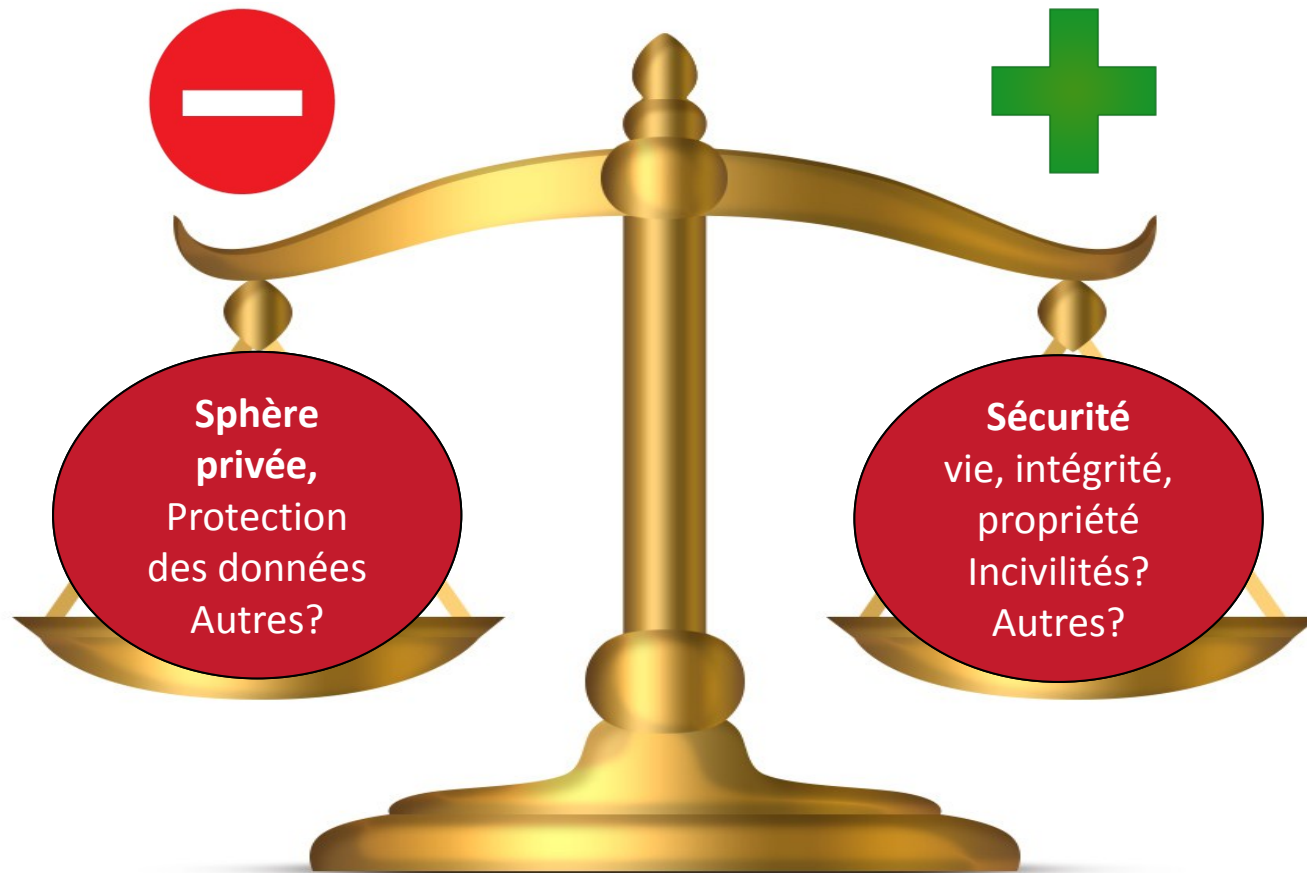
Vidéosurveillance et vidéoprotection: quels droits pour les citoyens?

**Les rendez-vous de la protection des données
21 novembre 2017**

Prof. Maya Hertig Randall

Introduction à la problématique

www.psdgraphics.com



problématique

Exigence d'un encadrement strict

Exigence de la proportionnalité: « pesée concrète des intérêts » (ATF 142 III 263, consid. 2.2.2).



Sphère privée,
Protection
des données
Autres?

Sécurité
vie, intégrité,
propriété
Incivilités?
Autres?

+ tendance vers
l'expansion
(« *slippery
slope* »; « *mission
creep* »)

+ risque d'abus



BIG BROTHER IS
WATCHING YOU

Introduction à la problématique

Droits fondamentaux
concernés?

Cadre légal?

Exemples?



Stored in the cloud
No ongoing costs



Profiling

Droits fondamentaux concernés

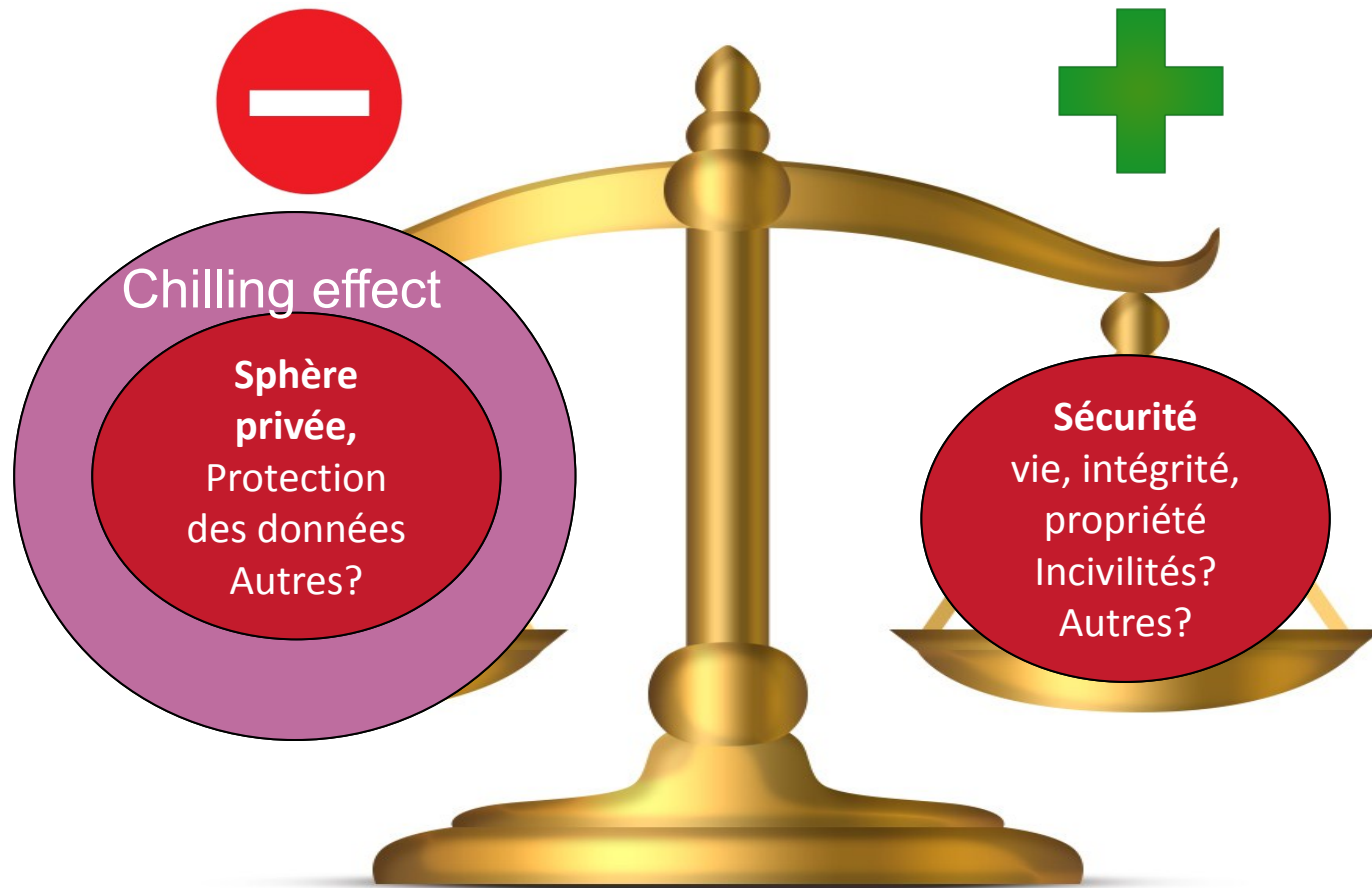
- Protection de la sphère privée et protection contre l'emploi abusif des données (art. 13 Cst.; 8 CEDH)
 - Pas limitée à l'espace privé
 - Droit à l'image
- Liberté personnelle (art. 10 al. 2 Cst.)
- Libertés de communication (p.ex. art. 16, 17, 22 Cst., 10 et 11 CEDH)
- Interdiction des discriminations (art. 8 al. 2 Cst., 14 CEDH)

Droits fondamentaux concernés

- Protection contre des atteintes
 - **directes**
 - et **indirectes**
 - Importance pour les libertés de communication: éviter un effet dissuasif (« chilling effect »)

Introduction à la problématique

www.psdgraphics.com



Droits fondamentaux concernés

- Protection contre des atteintes
 - directes
 - et indirectes
 - Importance pour les libertés de communication: éviter un effet dissuasif (« chilling effect »)
- Distinction entre atteintes **graves** et atteintes **légères**

Droits fondamentaux concernés

- Justification des atteintes (art. 36 Cst.; 8 § 2, 10 § 2, 11 § 2 CEDH)
 - Base légale
 - Intérêt public ou droit d'autrui
 - Proportionnalité
 - Essence (art. 36 al. 4 Cst.)

Droits fondamentaux concernés

- Pour les atteintes provenant des **particuliers**
- Obligation positive (de protection) de l'Etat
 - P. ex. avoir un cadre légal adapté
 - Exemple: ACEDH (GC), *Bărbulescu c. Roumanie* (2017)



Vidéosurveillance
sans enregistrement
constitue une atteinte
(TF, arrêt 1C_315/2009,
13.10.2010 mais voir
ACEDH, *Perry c. R-U*
(2003), § 38 et 40)



atique



Stored in the cloud
No ongoing costs



Vidéosurveillance
sans enregistrement
constitue une atteinte
(TF, arrêt 1C_315/2009,
13.10.2010 mais voir
ACEDH, *Perry c. R-U*
(2003), § 38 et 40)



Stored in the cloud
No ongoing costs



ACEDH, *Peck c. Royaume-Uni* (2003)
ACEDH, *Haldimann c. Suisse* (2015)
ACEDH, *Bremner c. Turquie* (2015)
ATF 138 II 346, *Google Streetview*



Stored in the cloud
No ongoing costs



ATF 138 II 346,
Google Streetview
Nécessité d'une
réglementation
(PE 519.221)



Stored in the cloud
No ongoing costs



Profiling

Éléments pertinents (proportionnalité)

- But poursuivi est clairement défini
- Importance du but poursuivi
- Information sur le traitement des données
- Personnes habilitées à accéder aux données
- Sécurité des données
- Durée de la conservation de données (ATF 133 I 77; ATF 136 I 87)
- Voies de droit



Eléments pertinents (proportionnalité) impliquent en plus:

- Réduction à ce qui est strictement nécessaire
- Pas de surveillance généralisée du domaine public (ATF 136 I 87)
- Transparence

matique



Cadre légal

Surveillance par:	<i>Principales</i> lois applicables
Autorités fédérales	LPD: principes: licéité, proportionnalité, finalité, transparence, bonne foi, sécurité des données, accès aux données, droit d'accès, effacement
Autorités cantonales (GE)	Art. 42 LIPAD; Art. 16 RIPAD Intérêts publics: sécurité des personnes et des biens (prévention et répression) Conservation: 7 jours (evtl. 3 mois) Personnel de l'Etat: en principe exclu du champ de vision
Personnes privées	LPD: (voir supra). Autres, p.ex. droit du travail (art. 328 et 328b CO, art. 26, al. 1 OLT) Pour les drones: législation sur l'aviation civile Surveillance du domaine public: en principe illicite

Exemple 1

- Grande surface instaurant des caméras de surveillance:
 - dans les cabines de recharge pour éviter le vol
 - filmant les zones des caisses pour dans le but de:
 - prévenir des vols
 - évaluer la serviabilité et la politesse du personnel
 - analyser les données pour améliorer l’emplacement des produits

TF, arrêt 9C_785/2010 du 10 juin 2011

Exemple 2

- Une société ayant installé dix caméras à l'intérieur du bâtiment couvrant la majorité de celui-ci souhaite installer une caméra de surveillance à l'extérieur du magasin. La caméra est centrée sur le parking du personnel et filme indirectement l'entrée du personnel qui sert aussi de sortie de secours. La société estime que cette caméra dissuade le vol et rassure les employé-e-s dans le cas d'une éventuelle agression.
 - Arrêt du 18 mai 2017, Cour administrative (Fribourg)

Propos finaux

« The competing interests concerned might well be given a different weight in the future, having regard to the extent to which intrusions into private life are made possible by new, more and more sophisticated technologies. »

DCDH, Köpke c. Allemagne (2010)